



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVERUNE 2015-77**

Séance du 07 décembre 2015 à dix-huit heures trente

L'an deux mille quinze, le sept décembre à dix-huit heures trente, le conseil Municipal de la commune de Laverune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents:

MM. Caizergues, Billette, Carbonneill, Joly, Laget, Lenoir, Palau, Perez, Petit, Serra, Weber

Mmes Albigès, Bérard, Castillo, Fraisse, Pervent, Vilaplana

Absents excusés:

Mme Bertin pouvoir à Mme Castillo, Mme Chibani pouvoir à Mme Pervent, M. Hervet pouvoir à M. Billette, Mme Olivier pouvoir à Mme Bérard, Mme Maury pouvoir à Mme Albigès, Mme Vella pouvoir à M. Caizergues

Secrétaire de séance: M. Joly

Nombre de membres en exercice: 23

Présents: 11

Procurations: 6

Absents: 6

Votants: 23

Date de convocation et affichage

4 décembre 2015

Objet : Approbation du transfert de personnels de la commune de Laverune à Montpellier Méditerranée Métropole et suppression de postes correspondants de la commune.

Dans la continuité du Pacte de confiance métropolitain approuvé par la délibération n°12363 du 17 juillet 2014, et par délibération en date du 2014 le conseil municipal s'est prononcé sur la transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole.

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a créé Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au 1^{er} janvier 2015. A cette occasion plusieurs compétences ont été transférées, conformément à l'article 43 de la loi MAPTAM, codifié dans l'article L. 5217-2 du Code général des collectivités territoriales.

Afin de garantir la continuité et la bonne organisation des services et de disposer, pour la commune comme pour la Métropole, du temps nécessaire pour mettre en œuvre le transfert des compétences dans de bonnes conditions, des conventions de gestion provisoire en date du 31 décembre 2014 avec prise d'effet du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015, ont été conclues entre l'ensemble des communes membres et Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette convention arrive à son terme au 31 décembre 2015. En conséquence, conformément à l'article L 5211-4-1 du CGCT, le transfert des compétences susvisées à Montpellier Méditerranée Métropole doit entraîner le transfert ou la mise à disposition de plein droit des personnels chargés de la mise en œuvre des compétences transférées, et ce au 1^{er} janvier 2016.

Les fonctionnaires territoriaux et agents territoriaux non titulaires exerçant en totalité des missions transférées sont transférés de plein droit à la Métropole dans les conditions de statuts et d'emploi qui sont les leurs. Les conditions de ce transfert sont présentées dans une fiche d'impact, soumises aux comités techniques et annexée à la présente.

Par assimilation au cadre applicable aux fusions de collectivités ou établissements publics, le Code du Travail dans son article L. 1224-1 prévoit le transfert des agents recrutés sous contrat de droit privé, tels que les contrats emplois d'avenir et les contrats aidés.

Le transfert peut être proposé aux fonctionnaires territoriaux et agents territoriaux non titulaires exerçant en partie seulement des missions transférées. A défaut, ils sont mis à disposition de plein droit à la Métropole. Ils restent des agents communaux mais sont placés, pour l'exercice des missions transférées, sous l'autorité fonctionnelle de la Métropole. Les modalités de cette mise à disposition sont réglées par une convention conclue entre la commune et la Métropole.

Conformément à l'article L 5211-4-1 du CGCT et après avis des Comités Techniques compétents, il appartient donc au conseil municipal de déterminer les transferts de personnel relevant du groupe de compétences à Montpellier Méditerranée Métropole et de déterminer les suppressions de poste de la commune à compter du 1^{er} janvier 2016.

Les agents transférés conservent, s'ils y ont intérêt, le régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que tous les avantages collectivement acquis avant l'entrée en vigueur de la loi n°2007-209, ayant le caractère de complément de rémunération au sein de la commune d'origine (troisième alinéa de l'article 111 de la loi n°84-53 modifiée par la loi n°2007-209 et son article 111-1).

Les modalités de transfert font l'objet d'une décision conjointe de la commune et de la Métropole. Cette décision sera finalisée par la signature d'arrêtés nominatifs portant transferts des agents concernés.

Après avis des Comités Techniques, il est proposé de transférer à Montpellier Méditerranée Métropole, les personnels correspondant aux postes suivants :

Nom Prénom	Filière	Catégorie indiciaire	Cadre d'emplois	Grade	Temps complet / non complet
MOUREY Mickaël	Technique	C	Adjoint techniques	Adjoint technique 2 ^{ème} classe	Temps complet
WALCKER Bruno	Technique	C	Adjoint techniques	Adjoint technique 2 ^{ème} classe	Temps complet
AMADES Jean-Michel	Technique	Contrat Aidé CUI	Adjoint techniques	Adjoint technique 2 ^{ème} classe	20h/semaine Temps complet cui
CLAIR Bruno	Technique	Contrat Aidé CUI	Adjoint techniques	Adjoint technique 2 ^{ème} classe	20h/semaine Temps complet cui
LIOUX Christophe	Technique	Contrat Aidé CUI	Adjoint techniques	Adjoint technique 2 ^{ème} classe	20h/semaine Temps complet cui
RUIZ Arnaud	Technique	Contrat Aidé CUI	Adjoint techniques	Adjoint technique 2 ^{ème} classe	20h/semaine Temps complet cui

Après avis de la Commission Administrative Paritaire, il est proposé de mettre à disposition à titre individuel et de plein droit les personnels correspondants aux postes suivants à Montpellier Méditerranée Métropole :

Nom Prénom	Filière	Catégorie indiciaire	Cadre d'emplois	Grade	Quotité de mise à disposition
SERRATO Bruno	Technique	C	Adjoint techniques	Adjoint technique 2 ^{ème} classe, pilote d'activités	8%
LELIARD Thierry	Technique	C	Agent de maitrise	Agent de maitrise principal DST	15%

Le conseil municipal entend l'exposé de M. le maire, après discussion et à l'unanimité:

- approuve la liste des postes transférés et dit que les emplois correspondants sont supprimés à compter du 1^{er} janvier 2016 (voir en annexe le tableau des effectifs modifié pour le 1^{er} janvier 2016),
- autorise M. le maire à signer la convention de mise à disposition et toutes autres décisions relatives à cette affaire.

Ainsi fait et délibéré
Lavérune le 7 décembre 2015
Roger CAIZERGUES
Maire



TABEAU DES EFFECTIFS AU 1^{ER} JANVIER 2016

SECTEUR	CATEGORIE	EFFECTIFS TOTAL	EFFECTIF POURVU	TEMPS NON COMPLET	POSTES NON POURVUS
ADMINISTRATIF					
Attaché principal	A	1	1		0
Attaché	A	1	1		0
Rédacteur principal	B	1	1		0
Rédacteur	B	1	1		0
Adjoint administratif principal de 2ème classe	C	1	1		0
Adjoint administratif 1ère classe	C	3	3	1 à 28h hebdo	0
adjoint administratif 2ème classe	C	0	0		0
TECHNIQUE					
Ingénieur	A	0	0		0
Technicien	B	1	0		1
Agent de maîtrise principal	C	1	1		0
Agent de maîtrise	C	3	3		0
Adjoint technique principal de 1ère classe	C	2	1		1
Adjoint technique principal de 2ème classe	C	3	0		3
Adjoint technique de 1ère classe	C	2	2		0
Adjoint Technique de 2ème classe	C	13	12		1
SOCIAL					
Educateur de jeunes enfants	B	3	3	1 à 1/2 Tps	0
ATSEM 1ère classe	C	2	1		1
ATSEM principal 2ème classe	C	2	2		0
MEDICO SOCIAL					
Puéricultrice de classe supérieure	A	1	1		0
Auxiliaire de puériculture ppal de 2ème classe	C	1	1		0
Auxiliaire de puériculture de 1ère classe	C	2	1		1
CULTUREL					
Adjoint du patrimoine 2è classe	C	1	1	1 à 1/2 Tps	0
ANIMATION					
Adjoint d'animation 1ère classe	C	2	2		0
Adjoint d'animation 2è classe	C	2	2		0
POLICE MUNICIPALE					
Chef de service ppal 2ème classe	B	1	1		0
Chef de service de classe normale	B	0	0		0
Brigadier chef principal	C	2	1		1
Brigadier	C	0	0		0
Gardien de Police Municipale	C	1	1		0
TOTAL GENERAL		53	44	3	9
SECTEUR	CATEGORIE	EFFECTIFS TOTAL	EFFECTIF POURVU	TEMPS NON COMPLET	POSTES NON POURVUS